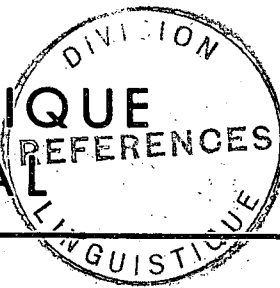


NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/3925/Add.3
17 décembre 1964
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes
d'intolérance religieuse

Note du Secrétaire général

Additif

Les observations reçues des Gouvernements de Birmanie, de Libye, de la Nigéria et de Tchécoslovaquie sont les suivantes :

BIRMANIE

[Original : anglais]

La Birmanie donne son accord de principe au projet d'articles élaboré par le Groupe de travail, car le Conseil révolutionnaire a pour politique de reconnaître à chacun le droit de professer sa religion et de la pratiquer en toute liberté. Toutefois, la Birmanie réserve sa position quant à la teneur même du projet. Les articles proposés sont au nombre de six et traitent de la liberté de pensée, de conscience et de religion; mais ils ne constituent qu'un simple projet élaboré par le Groupe de travail. La Birmanie ne souhaite donc pas s'engager quant au libellé proprement dit de ce projet.

LIBYE

[Original : anglais]

En Libye, où la religion officielle est l'islam, la Constitution assure la pleine liberté de religion et de croyance. L'article 21 de la Constitution stipule que : "La liberté de conscience est absolue. L'Etat respecte toutes les religions et croyances et assure aux Libyens et aux étrangers résidant dans son territoire la liberté de croyance et le libre exercice de tous les cultes, à condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public et aux bonnes moeurs."

Le Gouvernement libyen pense que le projet de déclaration proposé par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités était plus exact et plus précis, et conforme de la sorte aux principes de la Charte de l'ONU et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Pour ce qui est du rapport et des textes des six articles préparés par le Groupe de travail, le Gouvernement libyen estime qu'il n'est pas nécessaire de définir les termes de "religion" et de "croyance", dont le sens est clair dans la terminologie en usage aux Nations Unies.

Toutefois, le Gouvernement libyen suggère d'inclure, soit en tant qu'article séparé, soit à l'article VI préparé par le Groupe de travail, le paragraphe suivant : "Chacun a le droit de se rendre en pèlerinage aux lieux vénérés par les fidèles, soit dans son pays, soit à l'étranger, et chaque Etat doit garantir la liberté d'accès à ces lieux de pèlerinage."

En dehors des mots "à l'étranger" mentionnés entre crochets au paragraphe B de l'article VI, que le Gouvernement libyen propose de supprimer, aucune objection n'est formulée à l'encontre des autres mots placés entre crochets, au sujet desquels les membres du Groupe de travail n'ont pu parvenir à un accord. Par ailleurs, le Gouvernement libyen suggère d'inclure dans tout projet de déclaration qui serait proposé le paragraphe suivant :

"Aucune disposition du présent texte ne doit porter atteinte au droit des pays embrassant une foi religieuse d'interdire sur leur territoire des publications athées."

NIGERIA

[Original : anglais]

Le Gouvernement nigérien n'a pas d'objection à formuler au sujet du projet de déclaration.

/...

TCHECOSLOVAQUIE

[Original : anglais]

Les autorités compétentes de la République socialiste tchécoslovaque ont étudié avec soin l'avant-projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse mis au point par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, ainsi que le compte rendu des débats que la Commission des droits de l'homme a consacrés à cette question.

Les problèmes dont traite le projet de déclaration sont à coup sûr fort complexes, non seulement vu le grand nombre de croyances, de sectes et de confessions religieuses qui existent actuellement dans le monde, mais aussi parce qu'en raison de l'essor rapide de la science et de la technologie à notre époque, il y a dans le monde des millions d'hommes qui n'adhèrent à aucune religion et professent l'athéisme.

Il s'ensuit que toute réglementation internationale du problème de l'intolérance religieuse doit prendre en considération ce fait important, si elle entend remplir pleinement sa mission. Ceci concerne tout particulièrement la déclaration actuellement à l'étude sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse. L'avant-projet de déclaration, cependant, ne donne pas à ces faits leur véritable importance et se place injustement du seul point de vue de ceux qui appartiennent à une confession religieuse, sans tenir compte comme il conviendrait de l'égalité de droits et de statut des athées. Il faudra donc, au cours des futures négociations qui s'engageront sur ce point, modifier la conception partielle du projet de déclaration, de manière à assurer la protection nécessaire, non seulement aux croyants, mais aussi aux athées; c'est uniquement de la sorte que la déclaration sera un instrument international juste, qui contribuera à améliorer la protection internationale des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La Tchécoslovaquie espère qu'il sera possible, dans l'intérêt d'une coopération internationale fructueuse dans le domaine des droits de l'homme, de parvenir sur ce point à un accord acceptable par tous.

Dans sa réglementation nationale des droits de l'homme fondamentaux, au nombre desquels figure la liberté pour chacun de choisir sa confession religieuse, la

/...

Tchécoslovaquie part du principe de l'égalité totale entre croyants de toute confession et non-croyants. L'article 20 de la loi fondamentale de la nation - la Constitution de 1960 - stipule expressément que tous les citoyens ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. La Constitution garantit également la liberté religieuse; chacun est libre d'adhérer à la religion de son choix ou d'être athée, et chaque croyant a le droit de servir le culte de son choix et de pratiquer sa religion dans la mesure où il respecte la loi. L'article 198 du code pénal tchécoslovaque prévoit que toute critique adressée à des groupes de personnes pour leurs croyances religieuses ou leur athéisme est punie par la loi.

Il existe en Tchécoslovaquie 17 Eglises et groupes religieux. Tous possèdent des biens propres (édifices du culte, bâtiments paroissiaux et autres immeubles ou biens mobiliers) et sont habilités à se procurer des revenus par les voies et moyens qui sont d'usage dans chaque église. Si les revenus de certaines églises ne sont pas suffisants pour couvrir leurs dépenses, l'Etat verse des subventions à ces églises (conformément à la loi No 218/1949 du Recueil des lois, relative au soutien financier accordé par l'Etat aux églises et groupes religieux). Par ailleurs, l'Etat verse des traitements aux prêtres de toutes les églises.

En Tchécoslovaquie, la formation des ecclésiastiques est assurée par six facultés de théologie : la Faculté de théologie catholique Cyril et Methodius, à Litoměřice, la Faculté de théologie évangélique Comenius à Prague, la Faculté de théologie de l'Eglise tchécoslovaque Jean Hus à Prague, la Faculté de théologie catholique à Bratislava, la Faculté de théologie évangélique slovaque à Bratislava, la Faculté de théologie russe orthodoxe à Prešov.

L'instruction religieuse est dispensée directement dans les écoles aux élèves du deuxième au septième degré, sur demande formelle présentée par les parents des élèves avant le début de chaque année scolaire.

Toutes les Eglises et tous les groupes religieux ont le droit de publier leurs journaux, périodiques, livres de prière et autre forme de littérature religieuse. Il existe actuellement en Tchécoslovaquie 17 journaux ou périodiques religieux.

Le Centre de charité catholique tchèque prend soin des vieux ecclésiastiques et autres religieux qui ne sont plus en mesure de travailler, leur assure une place dans ses établissements sociaux et possède également une usine qui fabrique des

articles du culte. Le Centre de charité catholique possède aussi des ateliers où l'on fabrique des hosties, des habits sacerdotaux et des meubles pour les églises, conformément aux prescriptions de l'Eglise.

Il existe aussi en Tchécoslovaquie plusieurs lieux de pèlerinage que les croyants fréquentent régulièrement ou auxquels ils se rendent à l'occasion de fêtes particulières. C'est ainsi qu'en 1963, quelque 60 000 pèlerins sont allés à Velehrad.

Les israélites observent strictement les prescriptions relatives à la viande et au vin (cachère). Beaucoup de villes possèdent des restaurants et des établissements de bains spéciaux où les rites sont observés.

Les activités oecuméniques des églises sont concentrées dans le Conseil oecuménique des églises, qui publie son propre bulletin, le "Kostnická jiskry". Il existe également une association oecuménique qui porte le nom de "Kostnická Jednota", et diverses autres associations, comme l'Union du clergé de l'Eglise évangélique des frères tchèques et des groupes analogues des Eglises tchécoslovaque, luthérienne et réformiste.

Les Eglises tchécoslovaques entretiennent des contacts étroits avec des Eglises d'autres pays, et elles sont toutes en liaison régulière avec leur siège à l'étranger. De nombreux membres des Eglises tchécoslovaques sont représentants élus au centre mondial de leurs églises respectives. Il convient de citer notamment le Conseil oecuménique des Eglises, la Fédération luthérienne mondiale, l'Alliance presbytérienne mondiale, l'Alliance baptiste mondiale, la Conférence mondiale de l'Eglise méthodiste, l'Union réformiste mondiale, le Conseil international des églises congrégationalistes et l'Association mondiale de la libre confession, etc. Les représentants des Eglises tchécoslovaques participent également aux travaux des sections européennes des centres mondiaux cités ci-dessus, et d'autres organisations religieuses européennes.